

Petite chronologie des évènements concernant la sculpture-fontaine "Marine" de Toulon (1990-1999)

1990 – Appel d'offre de la Municipalité de Toulon pour la création et l'érection d'une sculpture-fontaine sur la (nouvelle) Place Besagne –Centre Mayol-. (Budget initial 1.500.000 frs. Cinq artistes , sélectionnés parmi les différentes candidatures proposées sur dossiers (Michèle Blondel, René Guiffrey, Piotr Kowalski, Daniel Pommereule, Pierre Tual) sont invités à présenter une maquette détaillée et à défendre leur projet devant un jury composé par la Municipalité.

Choix du projet de René Guiffrey.

1990-1993 - Réalisation de la sculpture-fontaine "Marine".



1993 – Inauguration de l'œuvre.

Très confidentielle, contrairement au souhait de l'artiste de pouvoir utiliser cette inauguration pour présenter cette œuvre à la population toulonnaise : " (...) En ces périodes très difficiles où les chômeurs sont innombrables, où les gens souffrent beaucoup et où les villes accusent des problèmes sociaux d'une très grande gravité, il paraît difficile de concilier cette situation avec des manifestations de réjouissances (sic) organisées à l'occasion de la mise en place d'une œuvre destinée à embellir la ville". (Docteur F. Trucy, Maire de Toulon –Lettre à René Guiffrey, 21 juin 1993-). Aucune invitation ne sera émise, la médiation souhaitée par l'artiste n'aura pas lieu.

1995 – Changement politique à la Mairie de Toulon : élection d'un maire issu du Front National (M. Le Chevallier).

1996 – Destruction de la sculpture-fontaine sur décision municipale sans aucune information préalable à l'artiste. Déclaration du nouveau maire Front National à la presse faisant allusion au voisinage de l'œuvre (en verre) avec la façade du Palais des Congrès (en verre également) : "Art contemporain la fontaine Besagne? Pour moi il me paraît simplement évident qu'on ne met pas une cravate à pois avec une chemise rayée (sic) " (Var Matin 13 juillet 1996)



1998 – L'artiste et Maître Henri Leclerc, alors Président de la Ligue des Droits de l'Homme, assignent en justice la Municipalité Front National de Toulon au titre de l'article 27 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : " (...) chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels (...) de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur" et de l'article L121 -1 du Code de la Propriété Intellectuelle : " le droit moral (...) imprescriptible, inaliénable et exclusif dont l'artiste jouit sur son œuvre".

1999 – le Tribunal de Grande Instance condamne la Mairie de Toulon aux dépens du procès et à verser à l'artiste des dommages intérêts au titre du droit moral pour "**voie de faits**" à l'encontre de son œuvre puisqu' "**il s'agit d'une destruction et non d'un simple démontage**". (Attendus du TGI. La Municipalité de Toulon ne fera pas appel. Ce jugement fera jurisprudence.